

Démocratie

UN AN APRÈS : RETOUR SUR LA « REMONTADA PICARDE » DE FRANÇOIS RUFFIN AUX LÉGISLATIVES DE JUIN 2017

Jérôme Fourquet, Sylvain Manternach

13/06/2018

Par-delà l'espace politique et médiatique que François Ruffin a su occuper, les conditions de son élection en juin dernier dans une circonscription où le Front national est très ancré et où il était largement devancé au premier tour méritaient une analyse approfondie. Un an après le scrutin, Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach opèrent un retour sur les ressorts de ce succès électoral assez inattendu.

Auteur du film remarqué *Merci patron !*, inspirateur, avec d'autres, du mouvement Nuit debout et rédacteur en chef du magazine *Fakir*, François Ruffin avait déjà acquis une certaine visibilité dans la gauche radicale et contestataire ces dernières années. Son élection il y a un an comme député de la première circonscription de la Somme lui a permis d'accéder à l'Hémicycle, au sein duquel il s'est livré depuis à différents coups d'éclat médiatiques.

Alors que la recomposition politique provoquée par la dernière élection présidentielle se poursuit, la mouvance des Insoumis apparaît aujourd'hui comme l'un des principaux foyers d'opposition au pouvoir. Et si le *leadership* de Jean-Luc Mélenchon n'est pas contesté au sein de ce courant, François Ruffin fait entendre une musique singulière et constitue désormais une figure politique de premier plan capable d'impulser des initiatives nationales d'ampleur comme lors de la manifestation intitulée « La fête à Macron », ayant rassemblé, avec le concours des troupes de La France insoumise, plusieurs dizaines des milliers de manifestants dans les rues de Paris le 5 mai dernier.

Un populisme de gauche pour parler aux victimes de la

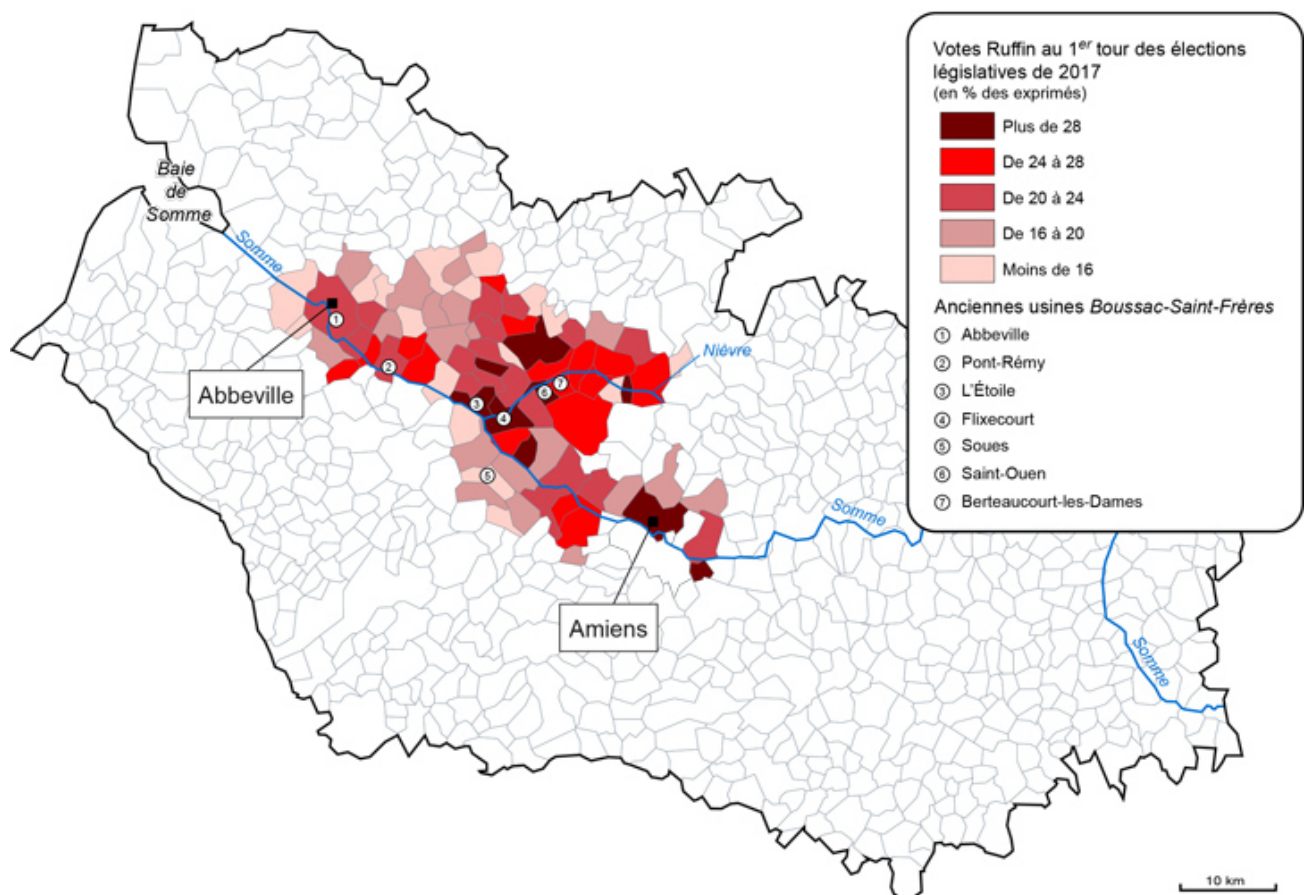
désindustrialisation

Candidat dans une circonscription ouvrière frappée par la désindustrialisation, François Ruffin a adopté de manière totalement assumée un discours populiste de gauche avec comme objectif principal de mobiliser les abstentionnistes de gauche et de détourner du Front national, qui obtient dans cette région des scores très élevés, le plus d'électeurs possible au sein des milieux populaires. C'est autour de ce fil rouge que se sont organisées ses principales prises de position. La défense de la condition ouvrière occupe ainsi une place centrale dans son discours et dans son action politique et militante. Son film *Merci patron !* montrant la victoire d'un couple d'ouvriers modestes sur le géant LVMH a d'ailleurs été un marqueur très important et a rencontré un véritable écho dans cette région. La vallée de la Nièvre (petit affluent de la Somme) est en effet le berceau historique du groupe textile Saint-Frères. Pendant près d'un siècle, cette région a vécu pour et par ce groupe qui ne comptait pas moins de sept usines dans le périmètre de la circonscription. De par l'importance de cette implantation mais aussi du fait d'une politique paternaliste (constructions de logements ouvriers, de dispensaires et d'équipements publics), l'influence de cette activité industrielle et de ce groupe était immense sur ce territoire. Mais comme le reste de l'industrie textile française, le groupe n'a pas résisté à la concurrence asiatique et a connu de très graves difficultés à la fin des années 1970. Bernard Arnault, alors jeune capitaine d'industrie, racheta le groupe devenu Boussac-Saint-Frères en 1984 en promettant le maintien de l'emploi dans la région. Mais une fois le groupe acquis avec le soutien des pouvoirs publics, il se sépara de toute la branche textile pour ne conserver que la pépite constituée par la marque Dior. En seulement quelques années, tous les sites du groupe dans la Somme furent fermés, créant un désastre social et un très fort ressentiment dans la population locale. Non seulement, un monde s'effondrait mais, de surcroît, avec le sentiment d'avoir été berné. Depuis, près de trente ans ont passé, mais les plaies demeurent à vif dans les vallées de la Nièvre et de la Somme qui ne se sont jamais relevées de cette saignée. En choisissant Flixecourt, principale commune de ce territoire et lieu d'implantation d'une ancienne usine du groupe comme point de lancement de sa campagne, François Ruffin s'est inscrit dans cette mémoire ouvrière et s'est placé en porte-drapeau de cette colère. Ainsi, lors de son premier meeting, le 17 février 2017, dans la salle municipale du Chiffon rouge, il fit le lien avec ce passé douloureux en déclarant devant 500 personnes que Flixecourt était « le point de départ de la fortune de Bernard Arnault ».

Dans une région votant très fortement Front national, l'objectif, maintes fois répété durant sa campagne comme dans son film, était de focaliser la colère populaire contre Bernard Arnault, incarnation de l'hyper-capitalisme et non plus sur les immigrés et les assistés. Pour François Ruffin et son équipe, il s'agissait de renouer avec la lutte des classes en lieu et place de la lutte des races en réactivant le souvenir de luttes ouvrières de cette région. Pour faire passer cette idée auprès de

son auditoire, François Ruffin a utilisé à de nombreuses reprises la formule imagée suivante : « Ici, y'a un fond rouge, mais s'est mise dessus une couche de brun, on doit la nettoyer ! ». La symbolique des couleurs est assez explicite mais s'ajoute à cela une signification supplémentaire : en patois picard, le « brun/brin » signifie la merde, le bordel...

Cette stratégie narrative renouant avec l'histoire ouvrière du territoire comme la concentration des efforts militants sur la vallée de la Nièvre, située au centre de la circonscription et berceau du groupe Saint-Frères, ont semble-t-il été électoralement payantes. En effet, c'est à Flixecourt qu'il a enregistré son meilleur résultat au premier tour (41,1% des voix). Il a obtenu également des scores très élevés à Saint-Ouen (32,8%) et à l'Étoile (32,1%), deux communes très proches de la précédente et qui avaient, elles aussi, compté à l'époque une usine du groupe Saint-Frères sur leur territoire. Le fait que la municipalité de Flixecourt soit communiste et que le maire ait soutenu activement le candidat a sans doute joué également en sa faveur.



De la même façon, François Ruffin a recueilli son deuxième meilleur score (37,3%) à Longueau, cité cheminote aux portes d'Amiens, à direction communiste. Le score fut en revanche plus modeste à

Camon (22,6%), autre municipalité communiste de la circonscription, mais dont le maire soutenait la candidate socialiste sortante, Pascale Boistard, dont il était le suppléant. Autre point à signaler, il n'obtient que 16,2% à Drucat, commune où une mobilisation contre le projet de « la ferme des 1000 vaches » a pris de l'ampleur. Même s'il revendique une fibre écologiste et qu'il a soutenu cette mobilisation en se rendant sur place, il a tenu un discours nuancé sur cette question mêlant critique du productivisme mais également (toujours et encore) ravage du libre-échange et nécessaire protection douanière pour les agriculteurs face à la concurrence internationale déloyale.

Cette attention aux ouvriers et aux « producteurs », qui le rattache par certains aspects à une culture communiste productiviste, apparaît comme un des fils rouges de sa campagne. L'obtention d'un César pour *Merci patron !* lui a donné d'autres occasions d'afficher sa solidarité et sa sollicitude avec les catégories populaires. Il prononça ainsi un discours en ce sens lors de la cérémonie de remise de ce prix le 1^{er} mars, sortie qui tourna en boucle sur les réseaux sociaux. Quelques jours plus tard, le 3 mars 2017, lors d'un meeting à Longueau, il remit son César aux ouvriers de Whirpool d'Amiens, dont la lutte contre la fermeture du site pour cause de délocalisation en Pologne allait bientôt s'inviter dans la campagne présidentielle. Le candidat de « Picardie debout » s'empara de ce dossier pour faire le procès des délocalisations, du *dumping* social au sein de l'Union européenne et des licenciements boursiers. Ce positionnement protectionniste de gauche était parfaitement adapté à une circonscription où les fermetures de sites industriels se succèdent depuis des années comme le montre notre recension non exhaustive.

Les fermetures de sites industriels dans la 1^{ère} circonscription de la Somme depuis 2000

- 2001 : usine Magneti-Marelli : Amiens – 1000 salariés
- 2007 : sucrerie Terreos : Abbeville – 74 salariés
- 2009 : usine de la Manufacture française des sièges : Berteaucourt-les-Dames – 352 salariés
- 2014 : usine Goodyear : Amiens – 1200 salariés
- 2016 : abattoir Bigard : Ailly-sur-Somme – 100 salariés

Ne souhaitant pas laisser ce créneau au Front national, qui comptait de nombreux soutiens parmi les ouvriers de Whirlpool, François Ruffin a multiplié les déplacements sur le site et les déclarations tonitruantes, comme en témoignent par exemple ces propos rapportés par *Les Inrocks* : « La même histoire se répète depuis trente ans. Même les chips ont quitté la Picardie ! Pourquoi on laisse faire ? Parce que ce sont des ouvriers et qu'ils ne sont pas représentés à l'Assemblée nationale ! ».

Réinvestir l'identité régionale pour arracher au Front national une partie de l'électorat populaire

François Ruffin fait ici référence au cas de l'usine Flodor de Péronne (commune de la Somme située non loin de la circonscription), dont la production fut brutalement stoppée et les machines démontées par les actionnaires italiens pour être réinstallées sur un site italien. Survenue en 2003, cette affaire fit grand bruit au plan national comme dans le département. Elle illustre à merveille le comportement des patrons voyous, mais elle symbolisait également localement la perte d'un patrimoine industriel. Les chips Flodor, marque très connue et appréciée des Français, constituaient en effet un élément de fierté locale. Le fondateur de *Fakir* le sait et il jouait là sur une corde sensible. Car parallèlement à sa défense des ouvriers contre les patrons, François Ruffin a également mobilisé la fibre régionale, mise à mal notamment par la réforme de la carte régionale.

Comme on l'a vu, ce département, et particulièrement la vallée de la Somme d'Amiens à Abbeville, s'était forgée une forte identité ouvrière et industrielle (le communiste Maxime Gremetz fut longtemps le député de cette première circonscription) qui a été percutée par la disparition du textile puis par les fermetures d'autres sites industriels. Ce premier pilier identitaire s'étant effondré ou étant très gravement affaibli, l'identité régionale picarde a été d'autant plus réinvestie, notamment dans la Somme, puisqu'Amiens avait un rang de capitale régionale. Mais avec la fusion de la Picardie et du Nord-Pas-de-Calais, ayant donné naissance à la région des Hauts-de-France, la fierté d'appartenance à la Picardie en a pris un coup, car vue de la Somme cette fusion est apparue comme l'absorption pure et simple de la Picardie par le Nord-Pas-de-Calais, région bien plus peuplée. Symboliquement, c'est d'ailleurs bien Lille et non pas Amiens qui a été choisie comme capitale de la nouvelle région. Cette décision a été mal acceptée sur place et a été perçue comme un nouveau coup bas porté à un territoire déjà fragilisé. François Ruffin a axé une partie de sa campagne sur ce thème et d'après ses dires, cet angle d'attaque a trouvé un écho certain dans une partie de l'électorat picard. Il est vrai que le sentiment d'abandon ou de ne compter que pour une quantité négligeable est ancré dans les esprits. On se souvient ainsi par exemple qu'en 2001, lors d'importantes crues dans la Somme, une rumeur tenace avait circulé pendant des semaines expliquant que la région avait été sciemment sacrifiée par les pouvoirs publics pour protéger l'agglomération parisienne des crues.

Dans ce contexte, François Ruffin a bien senti que l'identité régionale pouvait être un vecteur de mobilisation. Il a donc décidé de la réinvestir mais dans une version de gauche pour détourner cette colère que le Front national avait préemptée. Le nom de son mouvement « Picardie debout » s'inscrit pleinement dans cette démarche. Il se présente ainsi comme le défenseur et le porte-parole d'une région ouvrière, malmenée par les puissants – qu'il s'agisse des grands groupes qui

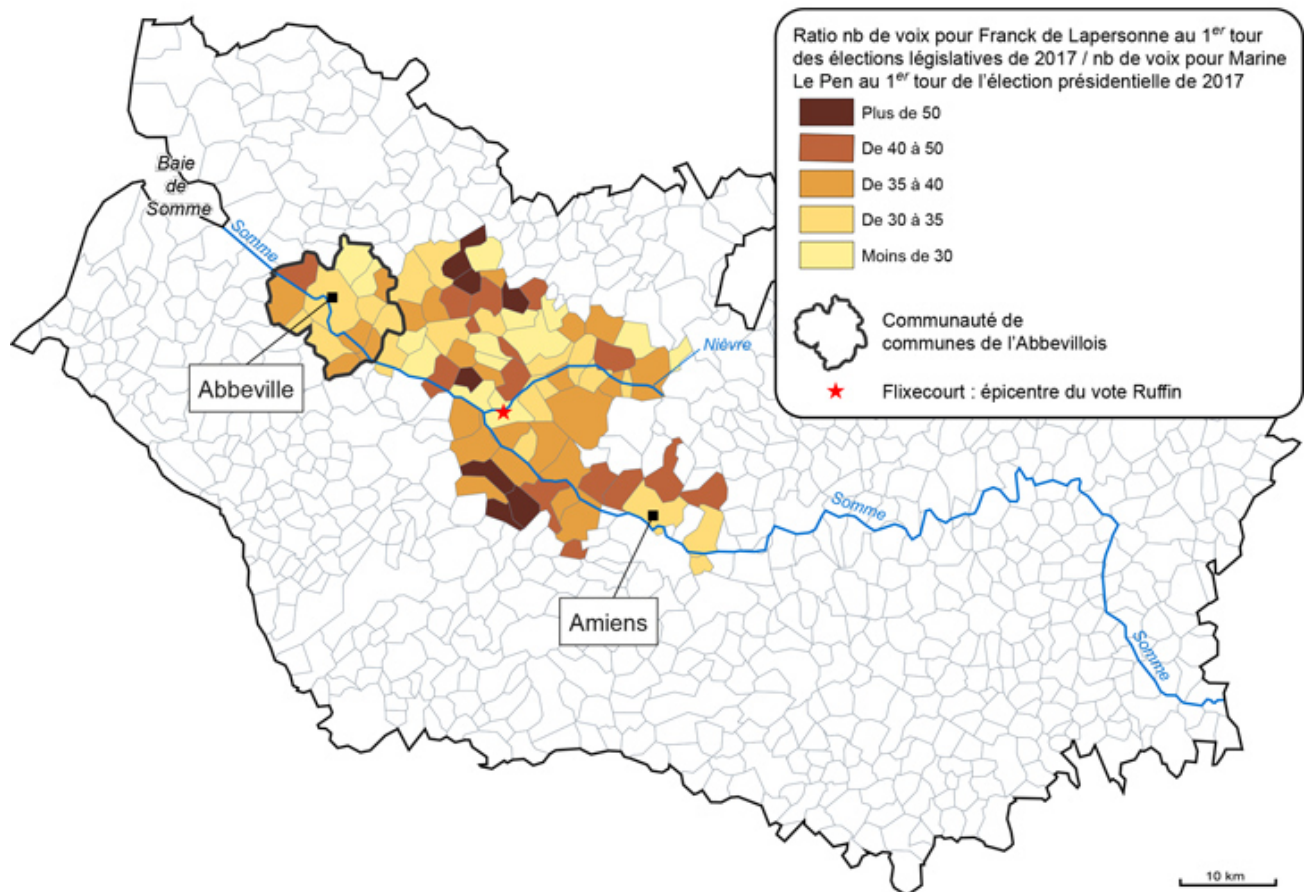
délocalisent ou des pouvoirs publics qui auraient abandonné la Picardie à son sort. Le choix de reprendre comme effigie le personnage de Lafleur (présent sur ses affiches mais aussi dans ses meetings et défilés), figure populaire appartenant au théâtre de marionnettes amiénois, relève de la même démarche. Lafleur est en effet une sorte de gavroche picard, d'esprit frondeur et qui n'hésitait jamais à s'opposer aux puissants et aux gendarmes. Cette figure du folklore populaire de la région d'Amiens remontant à la Révolution française était d'ailleurs présentée sur les affiches de campagne du candidat, le pied tendu, en train d'envoyer un bon coup de pied et accompagnée du slogan « Une Picardie debout... pour leur botter le cul ! ».

Cette réactivation d'une identité locale frondeuse et rebelle n'est pas sans rappeler la stratégie d'un Christian Troadec, autre journaliste local engagé dans le combat électoral, qui s'est lancé en politique avec un certain succès (aux élections européennes de 2014 puis aux régionales de 2015) en reprenant à son compte dans le centre-Bretagne la référence des Bonnets rouges, mouvement de révolte populaire du XVII^e siècle, dont la mémoire est restée vivace dans cette région, comme en a témoigné l'ampleur du mouvement du même nom en 2013 contre la mise en place de l'écotaxe.

À l'issue du second tour de l'élection présidentielle, des sociologues de l'université Jules Verne de Picardie écrivaient pour expliquer la forte audience du Front national dans les campagnes picardes : « s'effondrent tous les lieux qui garantissaient une sécurité et une prévisibilité des échanges sociaux, qui généraient l'estime de soi, la réputation locale et une définition solide de son identité propre. Au final, ne reste plus d'autre 'identité positive' disponible que nationale : 'être français' ». Ce diagnostic n'a pas échappé à François Ruffin qui arpente ce territoire depuis longtemps. En réinvestissant une identité picarde, il a voulu combler ce vide. Et en renouant avec une tradition contestataire du milieu ouvrier local (incarnée en son temps par Maxime Gremetz, qui lui apporta son soutien), prompt à se mobiliser contre « les gros et les puissants », le candidat a clairement voulu détourner à son profit la colère et le ressentiment populaire. Un de ses slogans n'était-il pas « Les faire plus chier que le Front national » ?

Le candidat du Front national dans la circonscription a subi une véritable hémorragie de voix par rapport à l'étiage de Marine Le Pen. Le nombre de voix est ainsi passé de 18 207 au premier tour de la présidentielle à 6 255 aux législatives. Le choix du comédien Franck de Lapersonne dans cette circonscription populaire a sans doute été une erreur de casting qui a contribué à accentuer localement le mouvement de décrue du vote frontiste observé nationalement aux législatives. Le fait qu'il ait très peu fait campagne sur le terrain et qu'une partie des troupes militantes ne se soit guère impliquée pour soutenir un candidat parachuté a sans doute également joué dans le fait que Franck de Lapersonne ne retrouve que 34% des voix s'étant portées sur Marine Le Pen deux mois avant. Comme le montre la carte suivante, les pertes sont particulièrement marquées en zone

urbaine : Amiens mais également l'agglomération abbevilloise, où un « effet notable » s'est manifesté par ailleurs en faveur du candidat Nicolas Dumont, maire d'Abbeville et président de la communauté de communes de l'Abbevillois qui a drainé sur son nom des électeurs venant de différentes familles politiques.



Le Front national a, en revanche, mieux résisté (tout en accusant des pertes sévères) dans la partie rurale et péri-urbaine de la circonscription à l'exception d'une série de communes autour de Flixecourt, fief de François Ruffin. On peut donc penser que le candidat de Picardie debout est parvenu, de manière très localisée, à détourner une partie du vote frontiste.

L'analyse des coefficients de corrélation entre les scores du premier tour de la présidentielle et des législatives indique que François Ruffin a rallié un électorat assez hétéroclite et débordant des seuls rangs mélenchonistes. Les coefficients de corrélation s'établissent ainsi à 0,83 pour la paire Fillon/candidat Les Républicains aux élections législatives, 0,79 pour Le Pen/candidat Front national, 0,74 pour Macron/candidat La République en marche et seulement 0,65 pour la paire Mélenchon/Ruffin. Ce dernier avait donc un électorat plus composite que ses concurrents et il a

capté des électeurs divers, des frontistes certes, mais sans doute également d'autres profils.

Une campagne s'appuyant sur de nombreux militants et de nouvelles formes de mobilisation

Ceci peut notamment s'expliquer par le fait que dans sa campagne, François Ruffin a pu compter sur le soutien d'un effectif militant important. Fort de sa notoriété acquise grâce à son film mais aussi au travers du réseau qu'il avait su constituer autour du journal *Fakir*, le candidat est parvenu à fédérer autour de lui un groupe de 50 à 70 sympathisants fortement impliqués dont une dizaine de militants qui ont travaillé à temps plein sur la campagne. Du fait de sa notoriété et de son statut de candidat unique de la gauche non socialiste, des militants de différentes obédiences se sont joints à lui, y compris des personnes venant d'autres régions que la Picardie. Cette force de frappe militante a été mobilisée pour quadriller le terrain et mener une campagne au long cours plusieurs mois avant l'élection. Conscient de la difficulté de la tâche du fait de son statut de *challenger*, François Ruffin était en effet parti très tôt en campagne. Cette dernière s'est faite au travers de pratiques militantes certes classiques, mais souvent tombées en déshérence dans les formations politiques traditionnelles faute de moyens humains suffisants. Grâce à son équipe militante étoffée et motivée, le candidat de « Picardie debout » a ainsi pu organiser un intense travail de collages d'affiches, de distributions de tracts mais aussi de porte-à-porte dans certaines zones bien ciblées (certains quartiers d'Abbeville et d'Amiens mais aussi les communes du Val-de-Nièvre autour de Flixecourt). Parallèlement à ces pratiques militantes qui ont fait leurs preuves par le passé, François Ruffin et son équipe ont également innové pour trouver d'autres registres d'actions plus ludiques et conviviaux permettant d'entrer en contact avec un public différent de celui qui se rend habituellement dans les réunions publiques ou les meetings politiques. Dans ce contexte, onze projections du film *Merci patron !* ont été organisées dans différentes communes de la circonscription, réunissant à chaque fois entre 30 et 50 personnes. Conçu dès l'origine comme un film militant, *Merci patron !* a été abondamment employé comme support et vecteur de la campagne pour cette élection. François Ruffin et son équipe ont distribué le DVD du film en grand nombre, de sorte qu'il a été très regardé dans la circonscription. La place importante prise par ce film dans cette campagne se lit également, comme on l'a vu, dans le fait que, très symboliquement, le candidat et auteur du film ait dédié son César du meilleur documentaire aux ouvriers en lutte de l'usine Whirlpool.

Par ailleurs, neuf matches de football ont été joués par le Lafleur foot, équipe montée par François Ruffin, dans différentes communes de la circonscription. À chaque fois, ce moment de convivialité permettait de se faire connaître, d'apparaître proche et accessible et de tisser des contacts. Le 19

avril 2017, l'équipe fakirienne joua ainsi à Eaucourt contre le club local, club dont le député enfilera le maillot plusieurs mois plus tard à l'Assemblée nationale pour demander une meilleure répartition des flux financiers générés par le « foot-business » au profit des petits clubs.

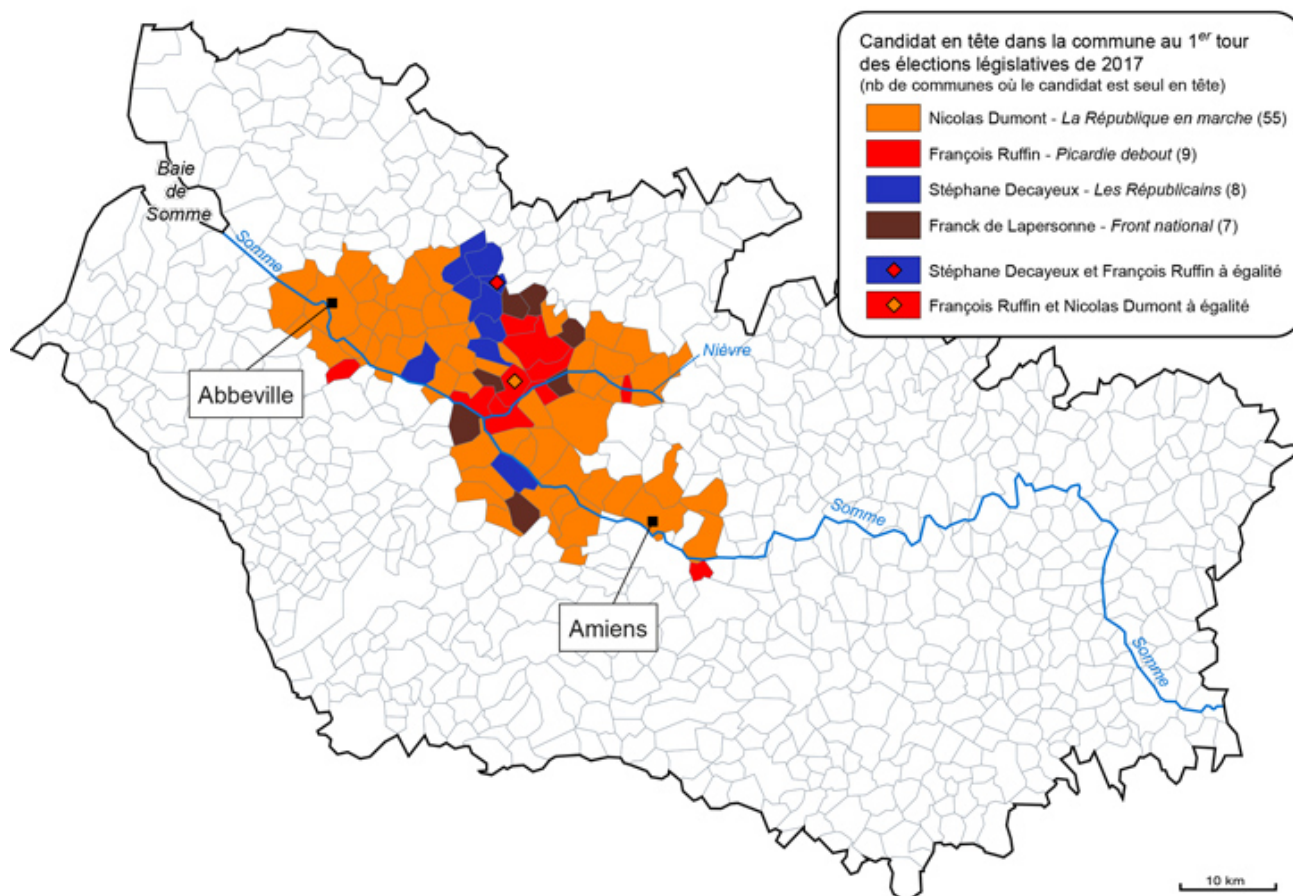
Plus généralement, cette campagne servira en quelque sorte de laboratoire pour expérimenter des méthodes d'*agit prop* qui seront réutilisées ensuite par François Rufin au plan national. Ainsi, des « balades anti-Macron », à dimension festive, seront organisées dans les principales communes de la circonscription dans l'entre-deux tours, ce type de mobilisation préfigurant en modèle réduit la « Fête à Macron », « manifestation pot au feu » (chacun venant avec sa colère selon l'expression de François Ruffin) organisée le 5 mai 2018 à Paris. Cette dimension festive et joyeuse comme levier de mobilisation avait déjà été éprouvée par le candidat dans son fief de la Somme durant la campagne législative au travers l'organisation de pique-niques mais aussi d'un concert du groupe Tryo qui se produisit devant 2 000 personnes à l'issue d'un meeting de soutien aux ouvriers de Whirpool et d'Automotive, PME locale menacée de fermeture.

La mobilisation dans le cadre d'un meeting ou d'un événement de campagne, de différentes organisations politiques mais aussi de personnalités incarnant les diverses sensibilités de la gauche radicale est quelque chose que François Ruffin, de par son statut d'électron libre non encarté, parvient à faire. Ceci est un atout non négligeable alors que la gauche est profondément divisée. Ainsi, le Picard était à la manœuvre au lancement du mouvement Nuit debout. Durant sa campagne des législatives, il s'est également appuyé sur son réseau et ses relations pour faire venir dans la Somme des figures de la gauche politique, associative, artistique ou intellectuelle. Serge Halimi, du *Monde diplomatique*, est ainsi intervenu lors d'un meeting à Amiens le 26 avril 2017. Le 19 mai, ce sont Leïla Chaïbi, responsable de La France insoumise, Pouria Amirshahi, député frondeur du Parti socialiste, et Isabelle Attard, députée écologiste, qui prirent la parole dans une réunion publique à Flixecourt. Le 8 juin, les sociologues Pinçon-Charlot, Fred Burguière – le chanteur du groupe des Ogres de Barback – et l'actrice Corinne Masiero participent, quant à eux, à un meeting organisé à Longueau.

Via ces rassemblements festifs et variés, l'idée était bien évidemment de créer de la convivialité pour engendrer une dynamique dans une campagne assez atone mais aussi de donner à voir un « peuple » largement rassemblé face aux « puissants ». Cet argument, typique d'une rhétorique populiste, est très clairement exprimé dans un de ses slogans de campagne : « Ils ont l'argent, on a les gens ! ».

Des reports massifs et diversifiés au second tour

Dans un contexte de puissante vague liée à la victoire d'Emmanuel Macron à l'élection présidentielle, le taux de victoire des candidats de la majorité présidentielle (La République en marche-Modem) au second tour a été élevé face à des candidats de La France insoumise ou du PC avec pas moins de 48 victoires sur les 72 duels livrés, soit un taux de réussite de 68%. Il convient néanmoins d'opérer une distinction. Les candidats communistes, certes moins nombreux, ont nettement mieux résisté à la vague Macron que leurs camarades de La France insoumise. Cela s'explique par le fait que les circonscriptions où se déroulait un duel PC/LREM-Modem correspondaient quasiment toutes à des bastions traditionnels du Parti ou à des circonscriptions où les communistes avaient investi des élus solidement implantés. On peut citer par exemple le cas de la 1^{ère} circonscription de l'Allier, avec Jean-Paul Dufrègne, conseiller départemental et ancien président du Conseil général, la 5^e circonscription du Puy-de-Dôme, dans laquelle André Chassaigne était député sortant ou bien encore celui de la 4^e circonscription de Seine-Saint-Denis, où Marie-George Buffet se représentait. En Seine-Maritime, où le PC a remporté trois circonscriptions, il était représenté à chaque fois par un maire : Hubert Wulfranc, maire de Saint-Étienne-du-Rouvray dans la 3^e, Sébastien Jumel, maire de Dieppe dans la 6^e, et Jean-Paul Lecoq, maire de Gonfreville-L'Orcher dans la 8^e. Sauf exception, les candidats de La France insoumise ne pouvaient eux pas s'appuyer sur une telle implantation. Ainsi, les candidats insoumis qualifiés pour le second tour recueillent nettement moins de suffrages (16,9% en moyenne) que leurs homologues communistes (24,5% en moyenne), qui disposaient souvent d'un socle lié à leur enracinement local. Mécaniquement, la capacité des Insoumis à l'emporter face à la majorité présidentielle fut moins grande notamment quand ils étaient menés au score au premier tour, comme c'était le cas dans la 1^{ère} circonscription de la Somme avec un résultat de 34,1% pour Nicolas Dumont (LREM), contre seulement 24,3% pour François Ruffin, qui accusait donc un retard de 10 points au soir du premier tour. La carte du candidat arrivé en tête au premier tour montre d'ailleurs la nette domination territoriale du candidat macronien qui arrive premier dans 55 communes contre 9 seulement pour François Ruffin.



Pourtant, dans treize circonscriptions, les candidats de La France insoumise, bien qu'arrivés en seconde position au premier tour, sont parvenus à battre les candidats du bloc LREM-Modem au second tour. Dans la plupart de ces circonscriptions, le total des voix de gauche hors France insoumise représentait au premier tour un volume de voix important (notamment en région parisienne) et une part significative de ces réserves a pu être mobilisée par La France insoumise au second tour.

La 1^{ère} circonscription de la Somme présente de ce point de vue une vraie particularité. Parmi ces treize circonscriptions, c'est celle où les voix de gauche au premier tour, hors France insoumise, pesaient le moins : 7%. À l'inverse, le FN y avait enregistré son score le plus élevé dans ce groupe de circonscriptions (16%). Par rapport à ses camarades insoumis, François Ruffin était donc dans une situation des plus délicates car dans sa circonscription, l'électorat frontiste pesait nettement plus lourd que l'électorat de la gauche hors Insoumis, qui a servi ailleurs de réservoir de voix pour les candidats mélenchonistes.

En dépit de ce handicap structurel, François Ruffin est parvenu à doubler le nombre de ses électeurs d'un tour à l'autre (de 9 545 à 19 329) et au terme de cette « remontada picarde », pour

reprendre son expression, il a nettement devancé son adversaire En marche ! avec un score de 56% contre 44%.

La progression entre les deux tours (base 100 - nombre de voix au premier tour) de La France insoumise dans les circonscriptions où bien qu'arrivés en seconde position au 1^{er} tour, les candidats de La France insoumise ont battu LREM-Modem au 2nd tour

Circonscriptions	Candidats	Progression du nombre de voix de La France insoumise entre les 2 tours	% FN au 1^{er} tour	% gauche hors France insoumise au 1^{er} tour
10^e du Val-de-Marne	Panot	+168%	6,6%	34,7%
2^e du Nord	Bernalicis	+ 158%	14%	25,1%
17^e de Paris	Obono	+154%	4,8%	32,3%
6^e de Seine-Saint-Denis	Lachaud	+145%	7,4%	31,4%
9^e de Seine-Saint-Denis	Rubin	+132%	9,4%	28,7%
1^{ère} de Seine-Saint-Denis	Coquerel	+125%	5,9%	20,9%
7^e de Seine-Saint-Denis	Corbière	+125%	4,8%	36,6%
3^e de Gironde	Prud'homme	+118%	6,9%	20,7%
1^{ère} du Nord	Quatennens	+111%	10,9%	16,6%
2^e de l'Ariège	Larivé	+ 110%	14%	23,8%
1^{ère} de l'Ariège	Taurine	+109%	12%	17,7%

Circonscriptions	Candidats	Progression du nombre de voix de La France insoumise entre les 2 tours	% FN au 1 ^{er} tour	% gauche hors France insoumise au 1 ^{er} tour
1 ^{ère} de la Somme	Ruffin	+ 103%	16%	7%
2 ^e de l'Hérault	Ressiguiet	+84%	8,1%	18,3%

Il convient dès lors de s'interroger sur les reports de voix d'un tour à l'autre et sur l'origine des renforts qui se sont mobilisés pour le candidat de Picardie debout. Les calculs que nous avons effectués semblent indiquer que François Ruffin a bénéficié de reports de voix très diversifiés et que les électors des deux principaux candidats éliminés à l'issue du premier tour (FN et LR) se sont éparpillés sur les deux finalistes mais également vers l'abstention et le vote blanc, le total des exprimés chutant de 46,6% des inscrits au premier tour à 41% au second.

Il a parfois été avancé l'idée que le candidat de La France insoumise avait capté au second tour une part très significative de l'électorat frontiste, ces transferts venant valider pour les défenseurs de cette hypothèse l'adage selon lequel « les extrêmes se rejoignent ». Le tableau suivant mettant en regard le score du candidat FN au premier tour dans une commune et les progressions respectives de François Ruffin et Nicolas Dumont entre les deux tours ne permettent pas de valider cette thèse d'un report massif et univoque des électeurs frontistes sur François Ruffin.

Évolution du score des deux candidats entre les deux tours en fonction du score du Front national dans la commune

Score du FN au 1 ^{er} tour dans la commune	Progression du score de F. Ruffin entre les deux tours (en points)	Progression du score de N. Dumont entre les deux tours (en points)
Moins de 11%	+ 30,9 pts	+ 13,6 pts
De 11 à 16%	+ 28,6 pts	+ 12,4 pts

Score du FN au 1^{er} tour dans la commune	Progression du score de F. Ruffin entre les deux tours (en points)	Progression du score de N. Dumont entre les deux tours (en points)
De 16 à 20%	+ 36 pts	+ 11,4 pts
De 20 à 25%	+ 37,5 pts	+ 12,4 pts
Plus de 25%	+ 36 pts	+ 18,9 pts

On constate premièrement que l'évolution du score de François Ruffin n'augmente pas linéairement en fonction du score atteint par le FN dans la commune et que, par ailleurs, la progression du candidat de Picardie debout est très importante (quasiment +31 points en moyenne) dans les communes où le candidat frontiste avait réalisé ses moins bons résultats, cette progression importante ne pouvant donc pas s'expliquer dans ces communes par l'apport des voix FN. Enfin, si c'est dans la strate de communes affichant les meilleurs résultats pour le FN au premier tour que François Ruffin a quasiment le plus progressé (+36 points en moyenne) c'est également dans cette strate que la hausse du candidat LREM entre les deux tours a été la plus importante (+18,9 points en moyenne). Ces chiffres tendent donc à montrer que l'électorat frontiste s'est éparpillé au second tour, avec une inclinaison plus forte vers le candidat de la gauche radicale mais, d'une part, son rival a également capté une frange de ce vote et, d'autre part, François Ruffin a également bénéficié pour alimenter sa « remontada » de l'apport d'autres électeurs puisqu'il progresse très fortement y compris dans les communes ayant très peu voté FN au premier tour.

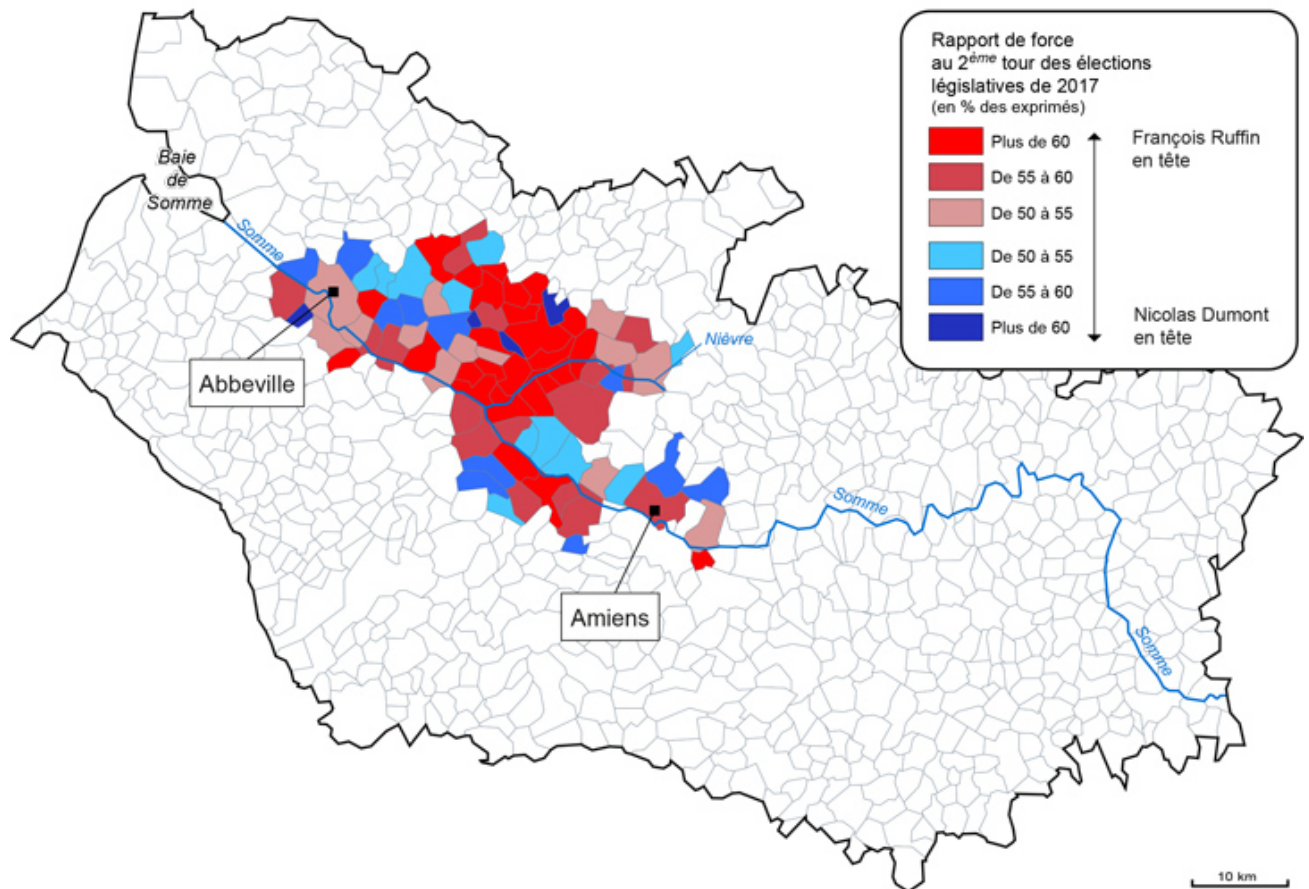
Comme le montre le tableau suivant, le futur député est, semble-t-il, parvenu à glaner une partie des voix qui s'étaient portées sur le candidat des Républicains au premier tour, puisque sa progression est maximale (bond de plus de 40 points) dans la strate de communes ayant le plus voté LR. Mais ici aussi, on ne distingue pas de corrélation linéaire parfaite entre l'intensité du vote de droite au premier tour et l'ampleur de la progression du candidat de Picardie debout entre les deux tours.

Évolution du score des deux candidats entre les deux tours en fonction du score des Républicains dans la commune

Score des Républicains au 1 ^{er} tour dans la commune	Progression du score de F. Ruffin entre les deux tours (en points)	Progression du score de N. Dumont entre les deux tours (en points)
Moins de 10%	+ 32,6 pts	+ 8,7 pts
De 10 à 15%	+ 31,1 pts	+ 12,2 pts
De 15 à 20%	+ 32,7 pts	+ 14,2 pts
De 20 à 25%	+ 33,7 pts	+ 14,7 pts
Plus de 25%	+ 40,5 pts	+ 18 pts

La corrélation est plus nette entre le score de la droite au premier tour et la progression de Nicolas Dumont. Bien qu'étant issu du PS, ce dernier est sans doute apparu comme un moindre mal à une part significative des électeurs de droite souhaitant faire barrage à un candidat de la gauche radicale. On peut penser que ce choix a été assez répandu parmi les électeurs de droite, mais une partie a en revanche opté pour François Ruffin qui progresse très fortement par exemple dans certaines petites communes rurales du nord-est de la circonscription, où Stéphane Decayeux (Les Républicains) avait enregistré ses meilleurs scores au premier tour.

Si la logique politique a joué en partie dans la structuration des reports au second tour, ce scrutin hors norme s'est manifestement également joué sur l'image des deux candidats, indépendamment des étiquettes partisans. Dès lors, la dimension géographique est entrée en ligne de compte avec une progression particulièrement élevée dans la vallée de Somme et de la Nièvre mais aussi dans les communes rurales du nord de la circonscription. La dynamique en faveur de Ruffin a été en revanche moins spectaculaire dans les deux zones péri-urbaines d'Amiens et d'Abbeville.



On retrouve ici des similitudes entre la progression de François Ruffin d'un tour à l'autre face au candidat LREM et la progression de Marine Le Pen entre les deux tours de la présidentielle face à Emmanuel Macron. Le coefficient de corrélation entre ces deux progressions s'établit à 0,53 au niveau communal. Compte tenu de l'écart du taux de participation et de la différence de positionnement politique très marquée entre Marine Le Pen et François Ruffin, ces deux scrutins diffèrent très nettement et les scores sont là pour en attester : 57,5% pour Emmanuel Macron contre 42,5% pour Marine Le Pen à la présidentielle *versus* 56% pour François Ruffin contre 44% pour Nicolas Dumont aux législatives. Pour autant, ce taux de corrélation assez élevé observé entre les deux progressions semble indiquer que Marine Le Pen comme François Ruffin ont tous deux bénéficié d'un réflexe anti-Macron diffus dans cette circonscription populaire.